

La cheffe des armes peine à suivre les ordres de Berne

- 22.05.2023
- 20 Minutes Lausanne

La cheffe des armes peine à suivre les ordres de Berne. La directrice de RUAG a appelé des pays à ignorer le veto suisse sur la réexportation de matériel de guerre. Le Conseil fédéral réagit. Ce n'est pas souvent que les chefs d'entreprises liées à la Confédération remettent publiquement en question la politique du Conseil fédéral. C'est pourtant exactement ce qu'a fait Brigitte Beck, directrice générale de l'entreprise d'armement RUAG, rapporte la «NZZ am Sonntag». Alors que l'Allemagne, le Danemark et l'Espagne veulent livrer à l'Ukraine des armes et des munitions de fabrication suisse depuis des mois, Berne refuse en invoquant la neutralité et la loi sur le matériel de guerre.

Lors d'une conférence, Brigitte Beck a appelé ces pays à ignorer ce veto. «Allemagne ou Espagne: livrez ce matériel à l'Ukraine. Que ferions-nous de toute façon? Rien», a-t-elle déclaré. Cette intervention n'a pas du tout été bien accueillie par le Département fédéral de l'économie du conseiller fédéral Guy Parmelin, chargé de délivrer les autorisations de réexportation. Le ministre UDC l'a clairement fait savoir lors de la réunion du groupe parlementaire de son parti il y a une semaine.

C'est d'autant plus délicat que RUAG, partenaire technologique de l'armée suisse, a pour seul et unique actionnaire... la Confédération. Des représentants de l'UDC ont appelé à la démission de Brigitte Beck.

«Quiconque poignarde le Conseil fédéral dans le dos ne peut plus garder sa place», a par exemple martelé le conseiller national Thomas Hurter (UDC/SH). Plusieurs sources affirment que le Conseil fédéral se serait déjà entretenu sur le sujet. Il attend désormais les résultats d'une enquête interne de RUAG que le conseil d'administration de l'entreprise a promise. La situation est d'autant plus cocasse que le Parlement est encore appelé à se prononcer sur la loi qui bloque la réexportation de matériel de guerre vers l'Ukraine. Une commission du Conseil des États a soutenu une nouvelle proposition en ce sens il y a une semaine, etc.